

Marseillaise

12/11/08

6

Marseille



ARCHIVES STÉPHANE CLAD

D'après le sous-préfet, « les personnes qui viennent travailler ici depuis au moins 10 ans et ont obtenu une prolongation de visa [passant ainsi de six à huit mois, NDR] à chaque fois » devraient se voir délivrer un titre de séjour « salarié » sous peu.

Social. Les ouvriers marocains et tunisiens qui réclamaient un séjour « salarié » seront bientôt fixés.

Bonne récolte pour les saisonniers

■ La préfecture des Bouches-du-Rhône a - semble-t-il - enterré la hache de guerre. En effet, elle examine à nouveau « au cas par cas » les requêtes formulées par les 150 saisonniers maghrébins qui réclament une carte de séjour « salarié ». De quoi faire aboutir plus tôt que prévu les recours qu'ils ont déposés devant le tribunal administratif (lire aussi ci-contre).

« C'est à l'étude depuis le mois de juillet », reconnaît du bout des lèvres le sous-préfet Reynaud, secrétaire général adjoint chargé du dossier. Il s'agit en l'occurrence de déterminer des critères et définir ainsi quels travailleurs saisonniers étrangers sont susceptibles de bénéficier d'un visa « salarié ».

Et le haut fonctionnaire de préciser : « cela devrait concerner les personnes qui viennent travailler ici depuis au moins 10 ans et ont obtenu une prolongation de visa [passant ainsi de six à huit mois, NDR] à chaque fois ». Le collectif de défense des travailleurs saisonniers étrangers dans l'agriculture (Codetras) suit cette affaire de près depuis des mois. « Les saisonniers concernés par cette opération se voient enfin reconnaître le statut de travailleur permanent », se félicite-t-il.

« Apurer les dossiers problématiques »

Pas étonnant que la préfecture en arrive là. Selon le Codetras, les Bouches-du-Rhône comptent quelques milliers de saisonniers marocains et tunisiens signataires de contrats dits OMI (aujourd'hui ANAEM). Or la validité de leur autorisation de séjour ne peut excéder six mois, sauf prolongation exceptionnelle allant

jusqu'à huit mois. Mais jusqu'à ces dernières années, « la délivrance de dérogations était un peu trop généreuse », admet le sous-préfet, en fonction dans le département depuis cet été. Voici pourquoi le Codetras appuie les plaignants et pointe le « statut ultra précaire de saisonniers dans lequel un détournement de la réglementation les enfermait depuis de nombreuses années, 37 ans pour le plus ancien ». A en croire ce témoignage, l'exception est devenue la règle au fil des années. La préfecture entend donc « apurer le stock de dossiers problématiques ». Pour y parvenir, elle a déjà contacté différents avocats ayant porté ces affaires devant le tribunal. Sa démarche devrait même comprendre les saisonniers n'ayant

pas (encore) formulé de recours en justice. « Nous sommes en train de recenser les personnes concernées pour leur délivrer les titres de séjour « salarié », y compris celles qui sont déjà rentrées dans leur pays, indique Christophe Reynaud. Cela leur permettra de faire la navette. »

Pas question en revanche de leur fournir des visas « vie privée et familiale ». « Certains avocats ont demandé cela pour leur client. Mais non ! C'est impossible. Et puis, désormais la contrats ANAEM dureront six mois. Pas plus ! »

Comme dirait La Fontaine, la préfecture honteuse et confuse, jura mais un peu tard qu'on ne l'y prendrait plus...

MARJOLAINE DIH

Près de 150 recours devant la Justice depuis février

■ Le débat autour du statut des saisonniers étrangers a investi les prétoires marseillais depuis le mois de février. Par vagues successives, 150 ouvriers agricoles venant du Maroc et de la Tunisie ont ainsi porté l'affaire devant les tribunaux, avec le soutien du collectif de défense des étrangers dans l'agriculture des Bouches-du-Rhône (Codetras).

Après s'être présentés -selon le Codetras - « en bonne et due forme aux guichets de la préfecture » pour effectuer leur requête, ils n'ont pas obtenu gain de cause. Une lettre type, envoyée aux ouvriers ayant réclamé des explications, semble fournir la position de l'administration (à l'époque).

« Vous ne vous êtes pas présenté à

mes services, objectait alors le collaborateur du préfet. Par ailleurs, je vous rappelle qu'en qualité de travailleur saisonnier vous ne pouvez vous prévaloir d'une continuité et d'une régularité de résidence sur le territoire français depuis plus de dix ans ».

La préfecture a donc revu sa position. Entre temps, le tribunal administratif de Marseille s'est toutefois prononcé, en référé, concernant la première vague de recours. Il constatait alors que leur embauche « ne [dépendait] pas de facteurs saisonniers particuliers ». Le juge avait ainsi ordonné au préfet de leur délivrer un titre de séjour provisoire.

M.D.

▲ www.codetras.org